

Daniel Bensaïd

Solidarité internationaliste contre escalade communautaire

La logique de guerre risque de l'emporter et un pas, peut-être irréversible, est sur le point d'être franchi dans la marche à la catastrophe. Les commentateurs occidentaux ont, pour la plupart, voulu voir dans l'ethnicisation de la crise des Balkans le produit monstrueux de la décomposition de régimes nationalistes bureaucratiques (qu'ils persistent pour des raisons idéologiques évidentes à qualifier de communistes). Nous avons soutenu alors que, s'il s'agissait là des derniers soubresauts d'un ordre en ruine, le phénomène, si tragique soit-il, serait circonscrit et exceptionnel ^{1/}. Nous avançons qu'il s'agissait, hélas, d'une tendance plus profonde et générale à la racialisiation et à la confessionnalisation de la politique, conséquence de la mondialisation impériale et de l'affaiblissement des références de classe. Ce péril, déjà entrevu par Hannah Arendt dans le premier volume des *Origines du totalitarisme*, est déjà manifeste en Afrique et dans certaines régions d'Asie. L'évolution du conflit israélo-palestinien fait craindre une dérive analogue.

Dans le contexte de réaction internationale lié à la contre-réforme libérale, les luttes de libération nationale prennent de plus en plus souvent l'allure de guerres de religions. Les conflits politiques virent à l'affrontement tribal ou communautaire. Les revendications nationales démocratiques frustrées s'éloignent

^{1/} Voir Daniel Bensaïd, *Contes et légendes de la guerre éthique*, Paris, Textuel, 1999.

d'une définition laïque et citoyenne de la nation pour chercher leur légitimité dans une archéologie et une généalogie des origines. Cette naturalisation ou cette biologisation de la politique ramènent à la conception « zoologique » de la nation que dénonçait déjà Renan. Où va-t-on si les dirigeants religieux israéliens justifient l'expulsion des Palestiniens par la préséance chronologique du temple de Salomon ou du tombeau de Joseph, par rapport aux lieux saints de l'Islam ? Verra-t-on demain un troisième larron papiste accuser les Israéliens d'aujourd'hui d'avoir encore sur les mains le sang de la crucifixion ?

Cette logique est pourtant bel et bien à l'œuvre dans le principe de la Loi du retour autorisant tout juif de la diaspora à acquérir la nationalité israélienne. Elle revient à appliquer aux juifs le droit du sang que nous condamnons vigoureusement en Allemagne ou en France, tout en refusant aux Palestiniens le droit du sol et le droit au sol.

Il est donc de la première urgence d'aborder ce conflit sous l'angle de ses enjeux et de son sens politique, de le repolitiser pour le déconfessionnaliser. Non, le différend n'oppose pas deux communautés, deux identités closes, deux religions. Il les traverse et les dépasse dans l'horizon d'une commune humanité.

À force d'appeler, comme l'ont fait les institutions communautaires, « tous les Juifs » de France ou d'ailleurs à faire bloc derrière Israël et ses dirigeants, à force d'identifier toute la diaspora à l'État juif, et tous les juifs au sionisme, les jeunes Palestiniens et les jeunes Arabes des banlieues finiront par le croire, par confondre les synagogues et les ambassades d'Israël, l'antisémitisme et l'antisionisme. Alors, oui, après avoir été « le socialisme des imbéciles », l'antisémitisme pourrait devenir « l'anti-impérialisme des imbéciles ». Mais

les exhortations à l'union sacrée communautaire n'y auront pas été pour rien !

C'est pourquoi, avec plus de deux cents juifs de France, j'ai signé « en tant que juif » l'appel au soutien des droits des Palestiniens. Sans la moindre concertation, des initiatives analogues ont été prises aux États-Unis, en Angleterre, au Canada, en Australie. La démarche est inhabituelle (je ne l'aurais même pas envisagée il y a vingt ans) et devrait demeurer exceptionnelle. Elle s'explique en partie par la honteuse passivité de la gauche officielle devant les exactions sionistes dans les territoires occupés, devant le non-respect par les dirigeants israéliens des résolutions de l'ONU, devant leur dénaturation des propres accords d'Oslo. Elle se justifie par le refus de se laisser enrôler contre son gré derrière l'État d'Israël au nom d'une prétendue solidarité communautaire.

Personnellement, je me définis d'abord comme un militant laïque et internationaliste, citoyen du pays où je vis et travaille. Il n'y a que deux circonstances où je me revendique comme juif : face à un antisémite, par fidélité aux épreuves passées, et face à un sioniste qui prétend parler en mon nom. Cela ne va pas sans contradictions. Mais ces contradictions sont un produit de l'histoire. Le judéocide nazi – affaire 100 % européenne, tout comme l'affaire Dreyfus fut une affaire 100 % française – a jeté le doute sur l'inévitabilité de l'assimilation : « Nous avons vu le Phénix de la juiverie renaître des cendres de six millions de juifs. Quelle résurrection ! », se désolait alors Isaac Deutscher. L'antisémitisme bureaucratique de la Russie stalinienne a jeté le doute sur l'émancipation « socialiste » des juifs. La création de l'État d'Israël a cristallisé les peurs, rationnelles ou non, de la diaspora et suscité ce « sionisme étrange » que Vladimir

Rabi qualifiait de « sionisme par procuration ». L'histoire a ainsi décidé de ce rebond morbide de « la question juive ».

C'est pourquoi, telle ou telle situation concrète m'oblige à m'exprimer comme juif, non comme Juif avec majuscule et substantif, manifestant une essence ou une nature, mais comme juif avec minuscule, par rapport à un contexte déterminé. Un juif non-Juif en somme, par défi. Ce qu'Edgar Morin appelle joliment « un spinozant », en hommage au premier d'entre-nous.

J'y suis aujourd'hui acculé par la façon dont le discours des dirigeants israéliens et des porte-parole communautaires prétendent annexer à leur (mauvaise) cause toutes les victimes du judéocide. C'est un détournement d'héritage, un hold-up (à main armée) sur la mémoire, une appropriation privée illégitime du malheur collectif. Avant la guerre, le sionisme était encore minoritaire parmi les juifs d'Europe. Il y eut certainement des sionistes parmi les déportés et les gazés, mais combien de communistes, de bundistes, de trotskistes, en particulier parmi les résistants ? Les combattants juifs des brigades internationales en Espagne, y compris ceux de la brigade Botwin, ne se sont pas engagés pour la fondation d'un « État juif en terre d'Israël ». Ils l'ont fait pour combattre le fascisme, en tant que juifs sans doute, mais aussi, indissociablement, inextricablement, en tant que communistes pour la plupart, en tant qu'immigrés « refusés du monde », en tant que prolétaires, tailleurs, cordonniers ou casquettiers.

La logique communautaire tend à abolir toute autre appartenance et à effacer les oppositions au sein même de la communauté. Que l'on lise et relise *Le Fumier de Job*, de Bernard Lazare. Renvoyé par l'affaire Dreyfus à sa judéité, Lazare savait fort bien, il savait

d'expérience, qu'une fracture de classe traversait cette « communauté ». Il avait vu à l'œuvre la couardise et la distraction hypocrite de la bourgeoisie juive bourgeoisante et des institutions religieuses. Il le disait avec franchise : « Les Juifs se sont de nouveau dispersés, fragmentés », « la bourgeoisie ayant acquis des privilèges et s'étant séparée du peuple ». Il appelait par conséquent les juifs à ne pas se contenter d'être révolutionnaires « dans la société des autres et non dans la leur ». Il les appelait même au soulèvement « contre l'oppression du dedans ». Il avait même des mots impitoyables, des mots de colère, de juste et de prophète : « Vous vous pressez autour de vos riches, vous ne voyez plus qu'eux ! ». Décidément, Lazare n'était pas sioniste, qui disait : « Notre patrie est faite de tant de choses, de tant de souvenirs, de regrets, de joies, de pleurs, de douleurs, qu'un petit espace de terre inculte et désolée ne saurait la supporter. »

L'histoire nous donne le droit de nous élever encore aujourd'hui contre cette « oppression du dedans », contre l'appropriation indue des vivants et des morts, contre le monopole étatique de la mémoire. Mais c'est surtout le moyen de percer une brèche dans le ciment communautaire, de distinguer ce que l'on prétend identifier, de dissocier ce que l'on prétend confondre. C'est un moyen de combattre l'antisémitisme en montrant que juifs et dirigeants israéliens, ce n'est pas la même chose.

Lorsqu'on se situe sur le terrain de la raison politique, et non de la déraison religieuse ou communautaire, lorsqu'on cherche la signification sociale et politique d'un conflit, alors on peut toujours trouver, de l'autre côté de la frontière, par-delà les clochers et les chapelles, un autre soi-même. Je me sens ainsi plus proche de militants et d'intellectuels palestiniens que de Laurent Fabius, de Dominique Strauss-

Kahn, ou du rabbin Sitruk, sans même parler bien sûr de Sharon ou de Barak. Et j'espère que, réciproquement, des résistants palestiniens peuvent avoir plus de choses en commun avec moi, avec Rony Brauman, avec Michel Warschawsky (et tant d'autres !) qu'avec Moubarak, Ben Ali, ou les pétromarques saoudiens. En tout cas, l'appel pour la Palestine de Français d'origine arabe et d'Arabes résidant en France, paru dans *Le Monde* du 18 novembre, en témoigne. Tout en réaffirmant son ferme soutien aux droits des Palestiniens, il condamne tout aussi fermement « toute dérive raciste ou confessionnelle, tout acte ou propos raciste, et notamment la profanation de synagogues et les agressions contre les écoles juives ». Si modestes soient-ils par rapport à la gravité de la situation ces gestes symboliques réciproques mettent un peu de sable dans l'engrenage de l'escalade intercommunautaire et maintiennent une petite flamme internationaliste. Ce combat déborde de loin le seul conflit tragique du Moyen-Orient.

Mon propos dans ces colonnes est simplement de témoigner d'une inquiétude devant la montée de références ethniques et religieuses, et d'apporter un soutien aux revendications légitimes du peuple palestinien, non de prétendre porter une solution miracle. Comme le disait le publiciste viennois Karl Kraus, dans une situation embrouillée, on choisira pour le vrai. Et le vrai en la circonstance, c'est que les territoires occupés depuis 1967 sont des territoires palestiniens et que l'armée israélienne s'y comporte comme une armée d'occupation. Le vrai, c'est qu'il faut commencer par appliquer les résolutions de l'ONU, démanteler les colonies juives des territoires, reconnaître le droit des Palestiniens à un État souverain et le droit au retour des expulsés

de 1948. Ce ne serait sans doute pas une solution suffisante, mais un pas important dans une logique de paix.

Car, à terme, la contradiction inhérente à la formation même de l'État d'Israël est forcément explosive, entre sa nature d'État juif semi-confessionnel et sa prétention à être un État laïque et démocratique. Cette contradiction nourrit la logique de séparation et la tentation d'un nouveau « transfert » exprimée par certaines forces et militaires israéliens. Mais une politique d'apartheid, de purification ethnique et territoriale, et de bantoustans ne fait que reporter les échéances. Elle sape les conditions d'une paix durable et, contrairement aux prétentions des dirigeants sionistes, n'assure pas la sécurité des juifs d'Israël, bien au contraire. La fuite en avant dans la guerre constitue en outre un recours, en répétant l'acte fondateur, pour souder une mosaïque

nationale et sociale qui forme un État, mais pas une nation. De quelles névroses, de quelles pathologies, de quelles paniques identitaires est grosse une société qui s'édifie ainsi sur la peur de l'autre ? Combien de temps, jusqu'à quand, jusqu'où la logique de guerre permettra-t-elle d'esquiver les vraies questions.

En 1967 paraissait le livre de Nathan Weinstock au titre symbolique et prophétique. Dans un article de 1970, le même Weinstock, tout en reconnaissant un fait national israélien en Palestine, affirmait que l'avenir de la région passe aussi par une désionisation de l'État d'Israël, c'est-à-dire par la destruction des structures politico-sociales existantes. Au-delà, un véritable processus de paix passe par la reconnaissance de droits civiques égaux pour Arabes et juifs, ce qui implique la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la souveraineté. Que la

coexistence des deux peuples prenne la forme de deux États laïques et démocratiques séparés, d'une fédération régionale d'États, ou d'un État binational, c'est une question historique ouverte. De nombreuses issues institutionnelles peuvent se présenter. Mais pour qu'elles viennent à l'ordre du jour, il faut commencer par réparer les torts faits aux Palestiniens.

Les dirigeants israéliens s'enfoncent au contraire dans une logique de citadelle assiégée. C'est une impasse tragique pour les Israéliens eux-mêmes. C'est pourquoi il est nécessaire de combattre leur politique, non bien que juifs, mais parce que juifs, soucieux d'éviter une nouvelle catastrophe.

Revue d'études palestiniennes,
n° 26, nouvelle série,
hiver 2001